

MARS 1984

ZIMBABWE: DE L'ENGAGEMENT À L'ACTION

Le Zimbabwe qui possède près de 5 millions d'hectares de parcs nationaux et d'aires naturelles a une riche et longue histoire en matière de conservation et de mise en valeur des ressources. Le pays est auto-suffisant en bois avec plus de 1 000 000 hectares de pinèdes et de forêts d'eucalyptus et plus de 800 000 hectares de feuillus. Il entretient, dans leur splendeur naturelle, des aires comme les célèbres chutes Victoria tandis que des sites historiques comme celui de Zimbabwe font l'objet de soins et de travaux de recherche consciencieux.

La communauté agricole est liée par un réseau de comités de conservation constitués en groupes, sous l'égide du Conseil national des ressources naturelles. L'agriculture est appuyée par la recherche sur les cultures, l'élevage, le poisson, etc. et les services d'analyse des sols, de contrôle des maladies, de recherche et d'essais en ingénierie.

Le Zimbabwe dispose de bonnes sources documentaires sur la flore, la faune, la production et la recherche agricole, etc. La participation du gouvernement, des organismes traitant les matières premières agri-

coles, du commerce et de l'industrie est substantielle. Le secteur industriel comme le secteur minier est conscient de la nécessité de réduire au maximum les effets sur l'environnement.

En outre, le Zimbabwe est auto-suffisant du point de vue alimentaire et pour les fibres. Il a de solides atouts technologiques pour la mise en valeur future des ressources naturelles nationales.

Cette introduction peut donner l'impression que tout va pour le mieux, ce qui n'est pas le cas. Les ressources subissent la pression de la population dont la croissance est une des plus rapides au monde tandis que plus de la moitié du pays est gravement sous-développée.

L'industrie et le commerce n'absorbent que 20% des jeunes qui quittent l'école. Les autres dépendent généralement de l'agriculture pour leur subsistance. Un programme de réinstallation est en cours qui coûte très cher au pays mais les objectifs les plus optimistes sont dépassés par la croissance démographique et ne pourront donc pas relâcher la pression qui pèse sur les zones agricoles surpeuplées.

L'érosion est chronique et la couverture arborée naturelle disparaît à grands pas. Sur des millions d'hectares, les pâturages régressent. Les cultures anarchiques, non encadrées par des mesures de conservation, envahissent les versants abrupts, les bassins de drainage naturels et même le lit des rivières. Le braconnage a atteint la côte d'alerte. Les forêts, les exploitations agricoles, commerciales et le domaine public sont occupés par des squatters ce qui a des conséquences désastreuses.

Cette dégradation de tant de ressources naturelles entraîne la dévastation des terres



Lutte pour la survie: sur des millions d'hectares, les pâturages sont déjà en déclin rapide au Zimbabwe.

Photo: Ministère de l'Information, Causeway, Zimbabwe.

La *Stratégie mondiale de la conservation* (SMC) a été lancée dans plus de 30 pays, simultanément, le 5 mars 1980. Elle a été préparée pour l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) avec les avis, la coopération et le financement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et du World Wildlife Fund, en collaboration avec la FAO et l'Unesco.

Une des priorités clés soulignée par la SMC est la nécessité de préparer et de mettre en oeuvre des stratégies nationales et/ou subnationales de con-



servation (SNC). La *Stratégie mondiale de la conservation en action* informe sur l'application de la SMC et sur l'état d'avancement des stratégies nationales de conservation dans le monde. La rédaction est assurée par le CCD/UICN et paraît en supplément du *Bulletin* de l'UICN dans le cadre du Plan d'action de la Stratégie, financé par le WWF. Pour tous commentaires, renseignements ou questions, contacter:

SMC en action
Centre mondial de la conservation
1196 Gland, Suisse.



W. C. S.

"WE WILL ENCOURAGE THE IMPLEMENTATION OF THE WORLD CONSERVATION STRATEGY IN EVERY ASPECT IN THIS COUNTRY AND WE WILL PROMOTE IT AT EVERY OPPORTUNITY"

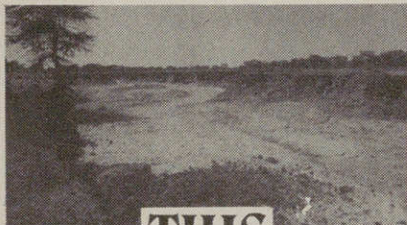
The Hon. R.G. Mugabe P.M.

N. C. S.

NATIONAL CONSERVATION STRATEGY

A strategy for Zimbabwe's future.
Our choices are limited....

DO WE WANT



THIS



OR



THIS



GOVERNMENT + PEOPLE →

Committed to Development Without Destruction.

et un ruissellement accru des eaux de pluie. L'érosion cause une raréfaction grave des réserves d'eau en zone rurale, à mesure que les rivières pérennes et les bassins s'ensablent. Les réservoirs, petits ou moyens, ont une durée de vie si courte qu'il devient inutile, du point de vue économique, de construire autre chose que d'immenses systèmes de stockage.

Une stratégie nationale de conservation doit chercher à enrayer et renverser cette course à corps perdu vers l'auto-destruction. Elle doit être un mécanisme de ralliement pour la communauté active en matière de conservation et un but vers lequel les sceptiques seront conduits par les experts en conservation, les décideurs et les chefs de la nation.

L'année 1980 a vu la publication de la *Stratégie mondiale de la conservation* mais aussi l'indépendance du Zimbabwe. Ce

pays a très vite embrassé le concept de la SMC à laquelle le premier ministre, M. Robert Mugabe, a donné son appui en ces termes:

«Nous encourageons l'application dans ce pays de la Stratégie mondiale de la conservation sous tous ses aspects et nous en ferons la promotion chaque fois que l'occasion se présentera».

Dans ce pays neuf, confronté à une foule de problèmes — le rapatriement de centaines de milliers de réfugiés, la réhabilitation des paysans, le colossal programme de reconstruction — trois ans se sont écoulés avant que l'engagement pris par le premier ministre devienne action.

En 1983, un bref plan d'action en sept points a été rédigé à l'initiative du conseil des ressources nationales et du département des ressources naturelles. Ce plan prévoit la sensibilisation des preneurs de décision, l'engagement des autorités concernées, la création d'un comité de direction technique en vue de la préparation d'une stratégie nationale qui doit être présentée au gouvernement et, finalement, l'application du plan au moyen de projets entrepris en coopération.

En septembre 1983, avec l'appui ferme du ministère des Ressources naturelles et du Tourisme, des ministres et hautes personnalités se sont rendus dans le bassin de la rivière Sabi. Ce bassin qui alimente les systèmes d'irrigation de cultures importantes, présente la plupart, sinon tous les problèmes les plus graves de dégradation des sols, de l'eau et des autres ressources du Zimbabwe, associés à une densité élevée de la population. C'est dans la vallée de la Sabi que se trouvent les plus grandes possibilités de développement de l'irrigation du pays.

Cette inspection a eu un écho retentissant et donné un éclairage public à la question. Les premiers pas en direction d'une SNC ont été accomplis et les réunions préliminaires à la création d'un comité directeur multi-disciplinaire se sont rapidement succédés. Le comité directeur est maintenant l'organisme central engagé dans la préparation de la stratégie nationale de conservation.

Le comité directeur comprend trois groupes principaux. Le premier compte les ministères et départements directement impliqués dans la mise en valeur, l'utilisation et la conservation des ressources: Agriculture, Développement rural, Réinstallation, Faune, Parcs nationaux et Ressources naturelles. Le deuxième groupe représente les secteurs de l'éducation, la publicité, l'information et la presse et comprend des ministères chargés plus spécialement des problèmes de la jeunesse et des femmes. Le troisième est concerné par les questions administratives et juridiques.

Les spécialistes du comité ont organisé plusieurs groupes de travail techniques pour traiter divers thèmes: occupation des sols, eau, législation, éducation et information. Si, pour éviter tout cloisonnement, il n'est ni possible, ni souhaitable d'attribuer un mandat à chaque groupe de travail, les chevauchements inutiles sont évités grâce aux consultations et à la coordination assurées par le comité directeur.

Jusqu'à présent, la préparation de la SNC n'a fait intervenir que les ministères, départements et organes statutaires mais le Conseil de conservation a récemment appelé les organisations non gouvernementales à participer.

À la réunion inaugurale du comité directeur à laquelle assistait le ministre des Ressources naturelles et du Tourisme, il a été décidé d'établir un comité spécial de coordination pour faciliter la coopération avec le gouvernement afin d'atteindre les objectifs généraux.



La promotion de la préparation de la SNC s'adresse au gouvernement, aux mouvements de conservation décentralisés et au grand public. Chaque Zimbabwéen a été invité à participer de quelque manière que ce soit et à quelque niveau que ce soit. Les idées, les commentaires, les suggestions sont les bienvenus et, qu'ils émanent d'experts en conservation, d'écoliers, de paysans, d'industriels, du monde urbain ou rural, ils seront pris en compte dans l'élaboration de la stratégie.

Pour que la stratégie soit véritablement nationale et que son application soit aussi réussie que possible, il est souhaitable et même nécessaire que chacun, au Zimbabwe soit conscient de participer au plan de conservation et de mise en valeur des ressources naturelles.

Pour l'heure, le comité directeur et ses groupes de travail se préoccupent essentiellement de réunir et traiter les données. Les informations portant sur le capital de ressources du Zimbabwe sont légion. C'est pourquoi il a fallu former un sous-comité de révision qui contribue à traiter les documents et doit en outre déterminer les meilleurs moyens de présenter les questions de politique générale.

Il va sans dire que l'activité est intense. Mais les efforts n'ont à ce jour qu'effleuré le problème. Des temps difficiles et des épreuves se préparent; l'appel à l'aide et en faveur de l'éducation ne suffira pas car les problèmes ont une dimension terrifiante. Comment les pauvres — qui luttent déjà pour leur survie pure et simple — comprendront-ils le concept d'«utilisation durable des ressources»? L'imagination et la sensibilité seront des qualités essentielles pour avoir raison des obstacles.

Pour réussir, la SNC se doit de recommander plusieurs raisons d'adopter des pratiques de conservation **parce qu'elles** garantissent des avantages suffisants. Elle doit être souple et, si l'on veut que le programme arrêté atteigne les objectifs prévus, elle doit reconnaître les problèmes socio-économiques des populations rurales, de même que les causes et les effets de la dégradation des ressources. Il importera de démontrer clairement que la conservation n'est pas un luxe, l'apanage d'une élite mais bien une nécessité pour la survie et le progrès. □

Cet article s'appuie sur des informations données par Melville Reid, directeur des ressources naturelles, Harare, Zimbabwe.

Déboisement dans le bassin versant de l'Indus. Les collines que l'on voit ici étaient totalement boisées, il y a trente ans. Il n'y a plus de forêts — et presque plus de sol. Les efforts de reboisement (au premier plan) tentent de pallier les besoins de combustible. Le compromis trouvé est de dénuder l'arbre en laissant le haut de la frondaison qui continue de pousser. Dessin de Brian Johnson

PREMIERS PAS AU PAKISTAN

Une mission composée de Mark Halle, directeur adjoint du CCD et de Brian Johnson, consultant de l'UICN s'est récemment rendue au Pakistan pour participer à des discussions sur la préparation d'une stratégie nationale de conservation. BRIAN JOHNSON en résume ici les conclusions.

La plus récente des missions de l'UICN destinées à promouvoir les stratégies nationales de conservation s'est rendue au Pakistan en décembre 1983, à l'invitation de M. W.A. Kermani, inspecteur général des forêts et représentant le ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Coopératives.

Le Pakistan s'éveille rapidement aux problèmes de l'environnement qui touchent aujourd'hui le pays presque tout entier.

La pression exercée par la population — son taux de croissance est parmi les plus élevés d'Asie — pèse d'un poids très lourd sur les ressources naturelles (eau, sols, forêts, pêche, faune et flore). Le Sixième Plan quinquennal récemment publié est axé sur une croissance industrielle et agricole rapide. Cependant, le gouvernement reconnaît que les hypothèses d'une telle crois-

sance risquent de se révéler irréalistes en raison de la détérioration du capital de ressources et des écosystèmes.

Les sols salinisés ou engorgés, l'oxydation de la houille grasse entre la mine et l'utilisateur final, l'infrastructure inadaptée au développement du tourisme, la ceinture de mangroves côtières en érosion, la perte d'étendues marginales mais vastes de pâturages ou de forêts et de sols dans les bassins versants essentiels sont des problèmes qui commencent à affecter chaque secteur de la population pakistanaise.

La mission de l'UICN a été reçue et parrainée par le bureau de M. Kermani et le WWF-Pakistan dont le président, Syed Babar Ali, a joué un rôle actif dans la promotion du concept de SNC.

La mission a pu visiter trois des cinq Etats fédéraux et s'entretenir avec des responsables à Karachi, Lahore, Peshawar et Islamabad, la capitale fédérale. Plusieurs réunions ont ensuite eu lieu avec le vice-amiral Janjua, ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture et des coopératives, au ministère du Plan et du Développement, et avec d'autres départements.

Les représentants du gouvernement et les personnalités du secteur privé sont parvenus à un consensus concernant l'impératif de coordonner l'action selon les lignes d'une stratégie nationale de conservation afin de traiter l'immense gamme des problèmes de l'environnement.

Par une coïncidence heureuse, le président Zia a annoncé l'adoption d'une nouvelle Ordonnance sur la protection de





PAKISTAN — suite

l'environnement alors que la mission de l'UICN se trouvait à Islamabad. Selon cette Ordonnance, deux nouveaux organes, le Conseil de protection de l'environnement et l'Agence de protection de l'environnement, seront créés.

Un éditorial du 5 février du journal DAWN commentait: «Ce qu'il faut comprendre, c'est que le domaine de la protection de l'environnement est pratiquement inexistant au Pakistan et les efforts nécessaires aujourd'hui doivent partir de rien».

La mission de l'UICN a préparé, pour le gouvernement, un rapport préliminaire: *Vers une stratégie nationale de conservation pakistanaise: premiers pas*, qui examine le Sixième Plan et relève les domaines critiques où les problèmes de l'environnement et des ressources pourraient être étudiés.

Après cette mission, la prochaine étape consistera à préparer une brochure pour une SNC et des propositions concernant la manière de l'intégrer au travail des nouveaux Conseil et Agence de protection de l'environnement. □

ZAMBIE

JOHN DAVIDSON, directeur adjoint de la Countryside Commission, vient de rentrer d'un voyage de deux semaines en Zambie où il aidait à organiser la Phase II de la stratégie nationale de conservation zambienne. Il expose les problèmes de conservation de la Zambie et les moyens choisis pour les résoudre.

En Europe de l'Ouest, la conservation est souvent considérée comme la protection de la faune et des paysages à des fins esthétiques, scientifiques et de loisir. Dans un pays en développement comme la Zambie, elle est liée de façon plus nette au bien-être de l'homme.

Il pourrait sembler qu'avec six millions d'habitants vivant dans un pays beaucoup plus grand que la France, la pression humaine sur l'environnement ne soit pas un problème grave. Or, un taux de croissance démographique de plus de 3% exige un développement accru de nombreux secteurs de l'économie pour pouvoir continuer à satisfaire les besoins du pays en alimentation, logements, emplois et services de santé.

La réussite du développement est étroitement liée au sort de l'environnement zambien. Déjà, la dégradation, notamment l'érosion des sols fertiles et des forêts, menace les sources alimentaires et énergétiques. Pour ceux qui dépendent directement

Suite en page suivante

THAÏLANDE: CLASSIFICATION DES BASSINS VERSANTS

Une stratégie de conservation qui n'a pas eu, jusqu'à présent, les honneurs de *La SMC en action* a été terminée en 1979 par des consultants de l'UICN, du PNUE et de la FAO, collaborant avec le Conseil national de l'environnement de Thaïlande — cela avant même le lancement de la SMC.

Bien que n'étant pas une stratégie au sens où l'on entend l'appellation SNC aujourd'hui, le programme avait des thèmes variés: aires protégées, écosystèmes, législation relative à la conservation, sensibilisation du public.



David Wooldridge, Consultant de l'UICN: La conversion des forêts au profit de l'agriculture conduit-elle à un accroissement sensible du transport du sol des hauts plateaux aux plaines?
Photo: MJC

Une des tâches du projet était de «définir les causes les plus graves de la dégradation des écosystèmes et de la perte des espèces et autres ressources naturelles qui les composent». Le déboisement des bassins versants vitaux a donc reçu une attention soutenue et dès que le rapport final (*Conservation for Thailand - Policy Guidelines*) fut terminé, une proposition de projet fut préparée, visant à examiner de plus près la modification des formes d'occupation du sol dans ces régions.

La Thaïlande, comme beaucoup d'autres pays connaissait une modification lente

mais régulière des modes d'occupation des sols dans les collines dominant les plaines fertiles et n'avait que peu de données fiables sur les effets éventuels de ces changements sur la productivité globale du pays. Quand on coupe les forêts pour faire place à l'agriculture, quelles sont les conséquences réelles pour les sols, le ruissellement des eaux de pluie ou le climat en général?

Le comité national pour les bassins versants était très inquiet de ce genre de problèmes et avait hâte de déterminer le potentiel de développement des bassins versants importants. En d'autres termes, étant donné la pente et la topographie, le type de sol, les caractéristiques géologiques, la structure des précipitations, etc., dans quelles proportions peut-on réduire la surface forestière et quelle forme d'agriculture peut-on pratiquer sans menacer la stabilité écologique?

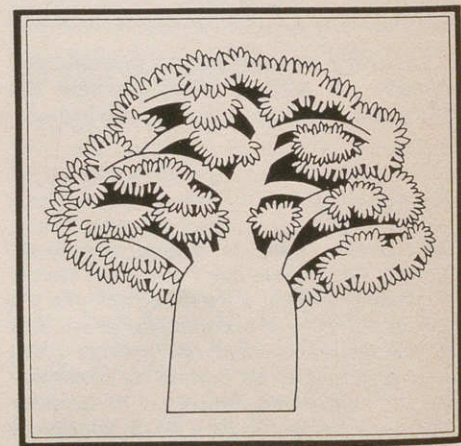
Le projet de classification des bassins versants préparé à la suite de ces travaux de stratégie a été lancé au début de 1983 en collaboration entre le gouvernement de Thaïlande et le CCD et a été le sujet d'un atelier important réuni à Chiang Mai, en décembre 1983. Les résultats de l'atelier ne sont pas encore publiés mais il est intéressant de noter que les conversations qui ont précédé la réunion avec M. David Wooldridge, consultant de l'UICN indiquent que des doutes ont été émis sur le fait que la transformation des forêts en terres agricoles serait le facteur principal de l'accroissement du transport de matériaux des hauts plateaux aux plaines. Si les données sont loin d'être concluantes, le projet commence à mettre en lumière ce sujet qui occupe depuis longtemps l'esprit des chercheurs d'autres pays, dont le travail est gêné par le manque général de données en la matière.

Dans le prochain numéro du supplément, le projet thaïlandais sera décrit avec plus de précision et il sera question des nouvelles découvertes sur le thème général de l'érosion des pentes. □

VERS UN DÉVELOPPEMENT DURABLE: UNE SNC POUR LA ZAMBIE

Ce rapport souligne certains des moyens par lesquels la Zambie peut poursuivre sa progression vers une forme plus durable de développement grâce à la préparation et à l'application d'une SNC. Résumant des entretiens entre le gouvernement et les représentants de l'UICN en Zambie, en 1982 et 1983, il met en évidence le meilleur moyen de préparer une stratégie et les priorités qui pourraient se dessiner sur le plan des politiques et des mesures. Pour obtenir le rapport, au prix de US\$ 4 00.:

SMC en action, UICN
Avenue du Mont-Blanc
1196 Gland, Suisse





ZAMBIE — suite

des ressources naturelles locales — du renouvellement de la fertilité des sols pour les cultures et l'élevage, des forêts pour le bois de feu et le charbon de bois, des cours d'eau pour la pêche — les dégâts chroniques subis par l'environnement peuvent signifier la perte définitive de leurs moyens de subsistance. Simultanément, les progrès accomplis en d'autres secteurs et qui pourraient générer des emplois et la prospérité — dans de nombreuses industries et dans le tourisme — sont tributaires de la sauvegarde et du renouvellement des atouts naturels et des espèces sauvages.

Le gouvernement de la République de Zambie fut l'un des premiers d'Afrique à décider de se doter d'un mode de développement plus durable en préparant une stratégie nationale de conservation. Lorsque M. Fabiano Chela, ministre du Territoire et des Ressources naturelles a reçu de l'UICN le premier rapport sur la stratégie, il a noté que le peuple zambien avait plutôt tendance à peu se soucier de ses ressources naturelles, oubliant leur importance dans sa vie. Il a déclaré que «si l'homme détruit la vie qui doit lui être utile, il devient aussi vulnérable qu'un poulet sans plumes et finira par se détruire».

Pour préparer la stratégie, le gouvernement a établi un groupe de travail. Il sera présidé par M. S.M. Silangwa, secrétaire général du Conseil national de la recherche scientifique et composé de M. Fidelis Lungu du ministère du Territoire et des Ressources naturelles et de M. Stephen Bass de *Cobham Resources Consultants*, Oxford, en tant que consultant pour l'UICN.

Dans les six prochains mois, des experts de nombreuses organisations gouvernementales et non gouvernementales de Zambie étudieront les problèmes identifiés dans le premier rapport et feront des recommandations. Le groupe de travail examinera les activités de conservation positives déjà en cours afin de voir ce qu'il convient de faire pour appliquer plus généralement ces méthodes. L'objectif sera de mettre rapidement en œuvre de nouveaux projets afin d'obtenir rapidement des résultats pour illustrer le côté pratique de la philosophie de conservation pour le développement. □

MANUEL SUR LA FORMULATION DES SNC

A la suite de l'atelier du 2 au 4 novembre que nous avons relaté dans le dernier numéro du supplément, un manuel sur la formulation des SNC a été publié. Il s'intitule *Stratégies nationales de conservation: cadre pour un développement durable*. Pour obtenir des copies, en français, en anglais ou en espagnol, au prix de US\$ 6.00:

SMC en action
Centre mondial de la conservation
1196 Gland, Suisse.

VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION DES STRATÉGIES NATIONALES DE CONSERVATION (FÉVRIER 1984)

Afrique du Sud	SNC terminée par la Wildlife Society of Southern Africa.
Australie	SNC à l'ordre du jour du ministère de l'Intérieur et de l'Environnement.
Belize	Rapport initial sur SNC terminé; projet de suivi à l'examen.
Canada	Examen de la SMC terminé; les responsables de la mise en œuvre ont été désignés au sein du gouvernement.
Côte d'Ivoire	Le gouvernement examine le rapport préliminaire sur la SNC. Une mission de l'UICN se rendra en Côte d'Ivoire en mars 1984 pour préparer un plan de travail et des projets pilotes.
Espagne	SNC terminée par la Commission interministérielle de l'environnement (CIMA).
Fidji	Cadre de SNC préparé en collaboration avec l'UICN.
Honduras	Préparation SNC discutée lors d'un séminaire national; suivi attendu en 1984.
Inde	Réunions préliminaires sur la préparation d'une SNC.
Indonésie	Plan de conservation national préparé par FAO en collaboration avec gouvernement; les travaux complémentaires ont été entrepris par le gouvernement.
Italie	La SNC sera terminée au printemps 1984.
Madagascar	Discussions sur une SNC, entre le gouvernement et une mission UICN.
Malaisie	Le WWF-Malaisie a terminé les SNC concernant quatre Etats.
Mexique	Promotion des principes de la SMC dans le travail des organisations nationales après lancement SMC, juin 1983.
Népal	Projet de «brochure» SNC publié. La phase II doit commencer au début 1984.
Norvège	Etude du Parlement terminée, contenant proposition SNC.
Nouvelle-Zélande	Projet de SNC en préparation.
Ouganda	Phase I de la SNC et projet adoptés par gouvernement. Phase II commencera vers la mi-1984.
Pakistan	Une mission de l'UICN s'est rendue au Pakistan en novembre et décembre 1983 et a préparé une proposition de SNC. Les travaux devraient reprendre en mars 1984.
Pays-Bas	Examen SMC terminé et début examen des politiques nationales et internationales liées à la SMC.
Philippines	SNC terminée par la Société Haribon. Les travaux reprendront en mars 1984.
Portugal	Plan de préparation SNC par nouvelle fondation pour l'environnement.
Royaume-Uni	SNC terminée.
Saint-Christophe-et-Névis	Le Eastern Caribbean Natural Areas Management Programme (ECNAMP) prépare une SNC; travaux momentanément suspendus.
Sénégal	Le rapport de la Phase I est en train d'être terminé et sera soumis à l'examen du gouvernement.
Seychelles	Travail de base quasi terminé par gouvernement qui discute avec UICN de la suite des travaux.
Sri Lanka	Le Groupe de travail national prépare une SNC.
Tchécoslovaquie	Stratégie sub-nationale en préparation.
Thaïlande	Première forme de SNC préparée par National Environment Board avec UICN et PNUE.
Zaire	Le gouvernement travaille à un cadre préliminaire avec l'aide de la FAO.
Zambie	Rapport de la phase I publié; la phase II a commencé en février 1984.
Zimbabwe	Plan d'action terminé et formation d'un comité directeur technique pour préparer la stratégie.



OBSTACLES ÉVENTUELS AUX STRATÉGIES D'ÉTATS

En complément de l'article publié dans notre dernier numéro sur le travail stratégique de la Malaisie, JOSÉ FURTADO aborde certains des obstacles éventuels à la préparation des stratégies pour les Etats.

Depuis le lancement de la *Stratégie mondiale de la conservation*, de grands efforts ont été faits en vue de son application. Malgré tout, peu de pays ont adopté et encore moins ont appliqué des stratégies nationales de conservation.

La Malaisie n'a pas pu adopter une SNC pour des raisons à la fois politiques et économiques. Toutefois, le WWF-Malaisie a fait des tentatives de formulation de SNC malaisiennes, Etat par Etat, dans le cadre de projets non gouvernementaux. A ce

C'est pour cette raison qu'il a fallu préparer une SNC pour chaque Etat. On peut espérer que de l'intégration des stratégies d'Etat naîtra une stratégie fédérale. Ce choix apparaît peut-être comme une contrainte à ceux qui sont habitués à la planification centralisée. Néanmoins, d'excellentes relations de coopération se sont instaurées avec les gouvernements des Etats qui ont généreusement accepté de donner accès à l'information relative à leurs ressources naturelles et à leurs plans de développement.

Cette décentralisation peut apparaître comme un obstacle potentiel, étant donné la division complexe des responsabilités pour la gestion des ressources naturelles et de l'environnement. Cependant, le débat le plus large possible s'est ouvert tandis que se préparaient les stratégies des Etats. Il semble que la division des responsabilités fournisse les contrôles et équilibres nécessaires à

d'obtenir un financement du gouvernement et un statut juridique. Toutefois, la préparation des stratégies a reçu le soutien de personnalités au gouvernement, à tous les niveaux et en particulier à celui des Etats qui ont demandé que soit formulée une stratégie.

Le manque de fonds et de personnel est une entrave majeure pour le projet. En effet, les efforts nécessaires à la préparation des stratégies de conservation ont été sous-estimés dès le départ.

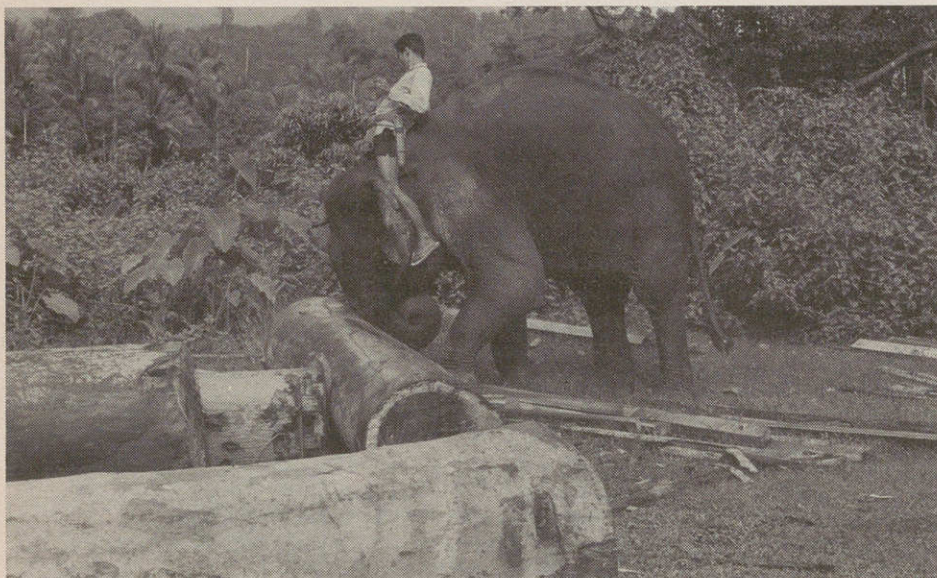
Aucun financement fédéral ou d'Etat n'est disponible pour l'instant et les fonds privés locaux sont limités. Les Etats qui ont reconnu la nécessité de préparer des stratégies de conservation ont obtenu des fonds du WWF-Malaisie et du *Malaysian Conservation Trust Fund* mais le financement espéré de sources internationales se fait encore attendre. Il faut donc insister auprès d'éventuels bailleurs de fonds.

Les stratégies des Etats reposent totalement sur les données fournies par les départements gouvernementaux, tirées de publications scientifiques et de dossiers de recherche des universités. Bien que la plupart des sources de données soient satisfaisantes, elles présentent de grandes faiblesses dans les domaines de l'écologie et de l'histoire naturelle car peu d'études des écosystèmes ont été faites dans les 50 ans écoulés. Dans certains cas, l'inexactitude de ces données a été un obstacle mais il a été possible, à partir de celles qui concernaient une région de faire des extrapolations pour une autre région.

L'application des stratégies des Etats se fait lentement en raison surtout de la priorité donnée au développement économique et au moindre dynamisme de ce projet. Cela pourrait être un obstacle empêchant en particulier de gagner d'autres Etats au concept des stratégies de conservation. Cependant, cela n'a pas entravé la préparation des stratégies si ce n'est que les gouvernements n'ont pas débloqué de fonds additionnels. Le temps viendra où l'appui politique des Etats et de la Confédération sera nécessaire pour appliquer les SNC.

La nature non gouvernementale de cet exercice est considérée par certains comme un obstacle majeur car rien ne lie le gouvernement au projet. Néanmoins, on estime depuis le début que, si les ressources locales et l'expertise sont concentrées sur les aspects techniques des stratégies, si le processus engagé avec les gouvernements des Etats est positif et exhaustif et si le produit final est de haute qualité, ce type d'obstacle s'annulerait en grande partie. L'expérience a montré à ce jour que cette hypothèse était largement vérifiée. □

José Furtado, ancien président du département de zoologie de l'université de Malaisie est conseiller scientifique auprès du secrétariat du Commonwealth, à Londres et participe à la préparation des stratégies de conservation de Malaisie.



«A tous les niveaux de l'administration, les preneurs de décisions devraient être conscients des conséquences des coupes claires pour la perte des espèces animales et végétales, la perte du sol et des capacités de rétention de l'eau et autres effets environnementaux, et en tenir compte dans l'évaluation des avantages nets des propositions de développement.» (Proposals for a Conservation Strategy for Malacca.)

Photo: T.C. Whitmore

jour, des stratégies ont été préparées pour quatre Etats: Negri Sembilan, Malacca, Trengganu et Kedah. Cet article présente certains des obstacles potentiels aux stratégies et souhaite ainsi être utile à tous ceux qui préparent des stratégies de conservation, Etat par Etat.

La Malaisie est une confédération formée des Etats de Sabah et de Sarawak et de la Fédération de Malaisie qui comprend elle-même 11 Etats. De ce fait, l'administration est décentralisée. La juridiction des gouvernements des Etats s'étend à la foresterie, à l'agriculture, au territoire, aux eaux douces, aux ressources côtières et à l'exploitation minière tandis que celle de l'Etat fédéral porte sur les hydrocarbures, la haute mer, la pollution, l'atmosphère et l'espace.

une planification efficace du développement, intégrant la conservation à tous les niveaux.

En Malaisie, le projet de SNC n'a pas de soutien politique ou économique manifeste aux niveaux fédéral ou des Etats, en raison des priorités de développement accordées, par exemple, à la nouvelle politique économique. Celle-ci a pour objet de restructurer la société et de réduire la pauvreté en doublant la croissance économique en vingt ans (1970-1990) et en redistribuant les bénéfices afin que les communautés désavantagées aient la possibilité d'entrer dans le courant principal de la vie économique.

Cela implique que la conservation et les questions d'effets sur l'environnement revêtent une importance moindre. Ceci pourrait être un obstacle à la qualité des stratégies de conservation et à la possibilité



Océanie: LE CHOIX D'UNE STRATÉGIE D'ÉTAT

En Australie, le gouvernement de l'Etat de Victoria prépare une stratégie de conservation d'Etat, dans l'esprit de la SMC et de la SNC australienne. MICHAEL CROWE du groupe de travail sur la stratégie de conservation d'Etat en retrace la formulation.

La stratégie de conservation d'Etat est une initiative politique du gouvernement, destinée à garantir la conservation à long terme de la nature et de ses ressources, dans l'Etat de Victoria. Cette décision découle du bon accueil réservé à la *Stratégie mondiale de la conservation* et de la préparation de la SNC australienne. En Australie, la préparation de stratégies pour les Etats revêt une grande importance car, en vertu de la Constitution, la plus grande partie de l'autorité liée à la conservation et au développement incombe aux Etats.

La stratégie de conservation du Victoria prendra deux formes principales. Ce sera tout d'abord une liste complète des objectifs, des politiques et plans généraux d'application qui s'intégreront aux objectifs, plans et activités de tous les organes de droit public concernés par les ressources naturelles. Elle expliquera aussi aux individus et organismes privés la position à long terme du gouvernement en matière de conservation et donnera un train de directives pour leurs propres activités de conservation et de développement. Cette liste sera périodiquement mise à jour. La stratégie sera aussi un processus continu visant à encourager, coordonner et surveiller l'application de la stratégie aux niveaux du gouvernement et de la communauté.

Les travaux ont commencé fin 1982 avec la constitution d'un groupe de travail et d'un comité consultatif où sont représentés les secteurs communautaire et industriel et des organisations de droit public. Le groupe de travail a préparé un document publié en août 1983 comme base de discussion pour le grand public sur les questions soulevées par la stratégie de conservation

LA SNC AUSTRALIENNE

Le 6 décembre 1983, le ministère de l'Intérieur et de l'Environnement a présenté le document de la stratégie nationale de conservation au Parlement. Le document a été distribué au grand public tandis que paraissaient une version illustrée et un livre à l'usage des enseignants. On a créé un comité consultatif intérimaire qui œuvre à l'adoption et à l'application de la SNC. Le comité qui regroupe des représentants du gouvernement, de l'industrie, de l'éducation, de la recherche et de la communauté a tenu sa réunion inaugurale à Canberra en février 1984. □

de l'Etat de Victoria. Pour encourager la participation du public et sensibiliser la communauté, des affiches, brochures et une annonce télévisée ont été préparées.

Le document de travail de 180 pages fournit des données de base sur les ressources naturelles de l'Etat et les activités utilisant les ressources, de même que sur les réalisations de la conservation. Une série de «besoins de la conservation» est proposée qui forme un cadre stratégique permettant d'atteindre les objectifs de conservation suggérés. Les objectifs sont les trois de la SMC et les deux suivants:

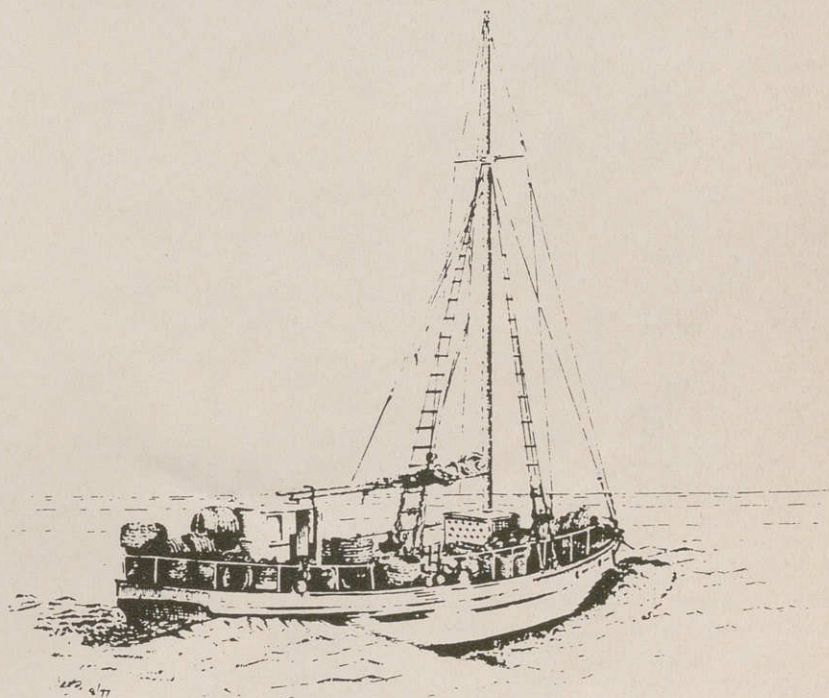
- protéger et gérer les systèmes naturels dans leur diversité pour satisfaire les besoins culturels, spirituels et généralement non matériels de la société;
- garantir que les ressources non renouvelables ne soient pas exploitées trop vite pour permettre la transition vers l'utilisation de ressources plus abondantes et,

à terme, l'utilisation durable des ressources renouvelables.

En réaction au document de travail, environ 280 propositions écrites sont parvenues, de tous les secteurs de la communauté. Les sujets qui préoccupent le plus le public sont:

- le déclin de la forêt et la réinstallation en zone rurale
- la nécessité d'assurer une éducation environnementale
- le problème de la dégradation des sols (notamment la salinisation)
- la protection de la faune et de la flore indigènes
- l'utilisation et le recyclage de l'eau
- la gestion des forêts indigènes

La prochaine étape importante sera de préparer, vers le milieu de 1984, une proposition de projet de stratégie qui sera distribuée dans tout l'Etat pour que le public puisse la commenter. □



Au Victoria, la pêche joue un rôle important sur le plan commercial. C'est en outre une des activités de loisir les plus populaires. L'industrie de la pêche fait travailler plus de 10 000 personnes et contribue de façon significative au revenu de l'Etat.

Cependant, cette activité est menacée par la dégradation de l'habitat: pollution des eaux douces, d'estuaire et marines par les effluents industriels et domestiques, les eaux de ruissellement de l'agriculture, l'envasement et les déversements d'hydrocarbures. D'autres activités perturbent l'habitat: le dragage, la pêche au chalut, la construction de digues, l'assainissement des terres, l'exploitation des alluvions, le drainage et les travaux d'amélioration des cours d'eau. Par ailleurs, les populations de poissons sont menacées par la surpêche, les prises incidentes d'espèces non visées et l'introduction d'espèces exotiques qui provoque compétition et prédation.

La stratégie de conservation de l'Etat de Victoria montre que ces problèmes peuvent être surmontés par la mise en oeuvre de trois recommandations:

- gestion des pêches commerciales et de loisir pour garantir des niveaux durables d'utilisation;
- protection et amélioration de l'habitat des espèces aquatiques exploitées;
- protection des espèces aquatiques indigènes contre les prises incidentes et les effets de l'introduction d'espèces pour la pêche.

(Conservation in Victoria: A Discussion Paper on a State Conservation Strategy.)



NÉPAL

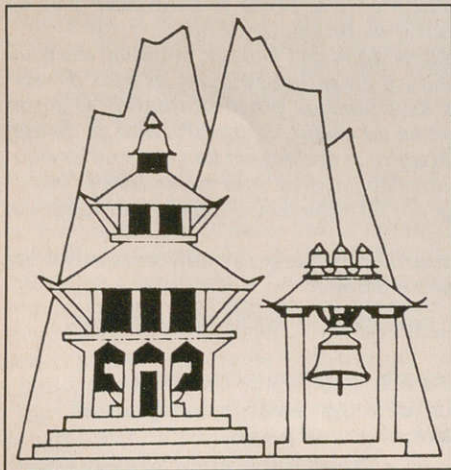
En décembre 1983, la brochure *Prospectus for an NCS for Nepal* a été publiée au Népal par le gouvernement de Sa Majesté. Bien qu'aucune cérémonie n'ait salué l'évènement, la publication coïncidait avec l'inauguration à Katmandou de l'ICIMOD, Centre international de développement intégré en montagne.

Dans son discours d'inauguration, M. Maurice Strong a noté à quel point il avait été impressionné par la brochure. «Elle fournit une analyse vivante et documentée des questions de conservation et de développement lié à l'environnement auxquelles se trouve confronté le Népal; elle montre la voie vers les politiques et mesures requises pour traiter ces questions. C'est une des conceptions les plus éclairées et les plus prometteuses qu'il m'ait été donné de voir préparer par un gouvernement».

Cependant, la brochure en soi ne fait que «planter le décor». Il s'agit d'une tentative du gouvernement, en collaboration avec l'UICN, pour examiner en détail les liens existant entre la conservation et le développement au Népal, dans le but de dresser un cadre pour l'intégration de la conservation au processus de développement national.

Dans les discussions qui ont eu lieu entre M. Lokendra Bahadur Chand, premier ministre du Népal et le directeur du CCD/UICN, l'importance du travail accompli a été soulignée et il a été question du programme futur. Des discussions plus approfondies avec M. Mohan Man Sainju, vice-président de la commission de la planification nationale, ont posé les fondements d'une collaboration entre l'UICN et le Népal concernant la phase II de la stratégie. Les travaux devraient recommencer en mars 1984.

On pense qu'il faudra un peu plus d'un an pour mener à bien la phase II. Le CCD sélectionne actuellement des consultants appropriés et en mars auront lieu de nouvelles réunions pour définir avec précision le programme de travail. □



Dessin: Christine Bass

INFORMATIONS SUR LES SNC ET COPIES: COMMENT LES OBTENIR

Depuis le premier numéro de *La SMC en action*, nous avons reçu de nombreuses demandes de copies de SNC et d'informations sur des SNC précises. Vous trouverez, ci-dessous, pour les pays concernés, les organisations (ou les éditeurs) qui participent aux stratégies. Pour tout renseignement, veuillez les contacter directement.

AFRIQUE DU SUD

The Wildlife Society of Southern Africa
Conservation Division
100 Brand Road
Durban 4001
République d'Afrique du Sud

AUSTRALIE

NCSA Secretariat
Department of Home Affairs and Environment
P.O. Box 1252
Canberra City ACT 2601
Australie

VICTORIA (AUSTRALIE)

State Conservation Strategy
Task Force
Box 41
East Melbourne, Victoria 3002
Australie

CANADA

Département de l'Environnement,
Parcs Canada
Les Terrasses de la Chaudière
Ottawa, Ontario K1A 0H4
Canada

ESPAGNE

Ministerio de Obras Públicas y Urbanismo
Comisión interministerial del medio ambiente
Madrid
Espagne

ITALIE

WWF-Italie
Via P.A. Micheli 50
I-00197 Rome
Italie

MALAISIE

WWF-Malaisie
Wisma Damansara, Jln. Semantan
P.O. Box 769
Kuala Lumpur
Malaisie

NORVÈGE

Ministère de l'Environnement
Gouvernement de Norvège
Myntgaten 2
N-Oslo 1
Norvège

NOUVELLE-ZÉLANDE

Department of Lands and Survey
Head Office, Private Bag
Charles Fergusson Building
Wellington 1
Nouvelle-Zélande

PHILIPPINES

The Haribon Society
Philippine National Conservation Strategy

7248 Malugay Street
Makati Metro Manila
Philippines

ROYAUME-UNI

Kogan Page Ltd.
120 Pentonville Road
Londres N1
Royaume-Uni

ST. CHRISTOPHE-ET-NÉVIS

Eastern Caribbean Natural Areas Management Program
(ECNAMP)
c/o West Indies Laboratory
Teaque Bay
Christiansted, St. Croix
U.S. Virgin Islands 00820

TCHÉCOSLOVAQUIE

Département de biologie de l'évolution
Académie des sciences de Tchécoslovaquie
NA Folimance 5
120 00 Prague 2
Tchécoslovaquie

NOUVELLE-ZÉLANDE

Dès que le rapport *Integrating Conservation and Development, A Proposal for a New Zealand Conservation Strategy* a été terminé, les travaux d'élaboration de la SNC ont commencé. Un petit groupe, issu du comité directeur se réunit régulièrement pour travailler au projet qui, lorsqu'il sera fini, sera proposé au public et distribué aux départements gouvernementaux. Des commentaires sont souhaités de tous les horizons de la société afin que le projet puisse être révisé à leur lumière. □

ERRATA:

Nous nous excusons de l'erreur qui, dans le dernier numéro de la *Stratégie mondiale de la conservation en action*, nous a fait écrire sous la photographie qui accompagnait l'article sur l'Ouganda, à la page 6, «Pêcheurs Turkana sur le lac Rudolph, Ouganda». Le Lac Rudolph s'appelle maintenant lac Turkana et se trouve au Kenya!



UICN PNUE WWE

Les opinions exprimées dans le supplément sont celles des auteurs des articles et ne reflètent pas nécessairement celles des trois organismes de soutien.